

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

2ème Bureau

Etablissements dangereux
insalubres ou incommodes

1ère et 2ème Classe

ROUEN, le 14/10/74

ARRÊTÉ

Le Préfet de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur

V U :

La loi du 19 Décembre 1917 modifiée par les lois des 21 Novembre 1942 et 2 Août 1961.

Le décret du 1er Avril 1964,

Le décret du 20 Mai 1953 modifié, relatif au classement des industries dangereuses, insalubres ou incommodes,

L'arrêté préfectoral du 16 Avril 1966 autorisant la Régie Nationale des Usines RENAULT dont le siège social est à Billancourt 8, 10 Avenue Emile Zola (Hauts-de-Seine) à installer à SANDOUVILLE, une usine de montage de véhicules automobiles.

La pétition en date du 30 Aout 1973 par laquelle la Régie Nationale des Usines RENAULT dont le siège social est 8-10 Avenue Emile Zola à BOULOGNE-BILLANCOURT, sollicite l'autorisation d'implanter un local de dépotage pour produits inflammables de 1ère et 2ème catégories (2ème classe) et de procéder à la modification de son dépôt de liquides inflammables (1ère classe) hydrocarbures) sis dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE,

Les plans joints à cette pétition,

L'arrêté préfectoral du 6 Février 1974 annonçant l'ouverture d'une enquête de commodo vel incommodo de 15 jours du 19 Mars 1974 au 2 Avril 1974 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. DAVY Armand comme Commissaire-Enquêteur et prescrivant l'affichage du dit arrêté à la Mairie et dans le voisinage de l'Etablissement,

.....

Le certificat du Maire de SANDOUVILLE constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis de M. le Commissaire-Enquêteur,

L'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement,

L'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre,

L'avis de M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale,

L'avis de M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Le rapport de M. l'Inspecteur des Etablissements classés du 24 Mai 1974,

La délibération de la Commission Consultative départementale de la Protection Civile (Section Hydrocarbures) en date du 30 Juillet 1974.

A R R Ê T E

Article 1er: La Régie Nationale des Usines Renault dont le siège social est à BOULOGNE-BILLANCOURT 8-10 Avenue Emile Zola (Hauts de Seine) est autorisée à implanter un local de dépotage pour produits inflammables de 1ère et 2ème catégories et de procéder à la modification de son dépôt de liquides inflammables, sis dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE.

Cette autorisation est subordonnée à l'exécution des conditions suivantes :

1°) les dépôts et le local de dépotage seront situés et installés conformément au plan joint à la déclaration.

Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

2°) la capacité totale du dépôt sera de :

150.000 litres de liquides inflammables de 1ère catégorie,
50.000 litres de liquides inflammables de 2ème catégorie,
15.000 litres de trichloréthylène

et le local de dépotage comportera 6 postes et 3.200 litres de liquides inflammables,

3°) les installations devront satisfaire aux dispositions prévues par l'arrêté du 9 Novembre 1972 relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides,

4°) l'utilisation du poste de trichloréthylène sera conforme aux prescriptions de l'arrête-type 251 relatif à l'emploi de liquides halogénés.

.....

.....

5°) les émissaires de rejets des eaux résiduaires de l'usine comporteront des équipements facilement accessibles permettant la mesure du débit des eaux et le prélèvement d'échantillons.

La Société pétitionnaire devra, en outre, se conformer:

a) aux chapitres I et II du Titre II du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) au décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) au décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques

Article 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Par ailleurs, si l'implantation des nouvelles installations nécessite la délivrance d'un permis de construire, le présent arrêté ne prendra effet qu'à dater du jour où ledit permis aura été obtenu.

Article 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire, d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 : En cas de contravention dûment constatées aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue indépendamment des condamnations à prononcer par les Tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation cessera de produire effet, si les nouvelles installations ne sont pas ouvertes dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté ou si elles ne sont pas exploitées pendant deux années consécutives.

Article 5 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : M. le Secrétaire Général de la Seine-Maritime, M. le Sous-Préfet du HAVRE, M. le Maire de SANDOUVILLE, M. l'Ingénieur en Chef des Mines et ses agents, MM. les Inspecteurs des Etablissements classés M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et ses Agents, Monsieur le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre et ses Agents MM. les Inspecteurs du Travail et toutes autorités de Police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont extrait sera affiché à la porte de la Mairie et inséré aux frais de la Société intéressée dans un journal d'annonces légales du Département.

ROUEN le 14 Octobre 1971

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Jacques MONESTIER

Pour ampliation
Le Chef de Bureau,


M. CARBOTIN